

APRÈS UN ATTENTAT, VENDREDI SOIR, CONTRE UN POLICIER

Constantine en alerte

Début de soirée mouvementé, vendredi, à Constantine qui a été secouée par un lâche attentat dont a été la cible un policier alors qu'il était attablé dans un restaurant du centre-ville.

Même si toute la lumière n'a pas été encore faite sur cet acte, et comme le soutiennent plusieurs sources, il est fort à craindre que cela soit «l'œuvre» d'individus faisant partie du groupe terroriste localisé depuis quelques semaines, semble-t-il, dans les parages de la capitale de l'est du pays. Localisé et pourchassé, faudrait-il le souligner, depuis pratique-

ment la fin du mois d'août dernier, lorsque des dizaines d'hommes de l'ANP ont été engagés dans une grande opération de recherche et de ratissage à Djebel-Ouahche, au nord de Constantine au lendemain de la découverte d'un important lot de bombes de fabrication artisanale. Une opération de l'armée qui s'est prolongée jusqu'au massif de Béni-Oulbane,

dans la wilaya de Skikda, où il y a une dizaine de jours, un détachement de l'ANP était venu à bout de Abou Doujana, Saddek Hebbache de son vrai nom, présenté comme étant le numéro deux du groupe terroriste s'étant mis en tête l'idée de prendre au nom de Daesh la relève du décimé Jund-Al-Khilafa.

Le groupe terroriste connu sous le nom de Katibat el Ghoraba est en fait mis sous l'autorité de d'Abou Hamam, celui-là même qui a annoncé l'allégeance de sa clique à l'internationale terroriste dirigée

par Abou Bakr Al Baghdadi alors que les éléments de Jund Al Khilafa, né en Haute Kabylie en 2014, se faisaient éliminer l'un après l'autre depuis la mise hors d'état de nuire de Abdelmalek Gouri, l'émir du mort-né groupe ayant fait allégeance à Daesh en Algérie, il y a près de deux années aux Issers. Et c'est, selon certaines sources, ce Abou Hamam qui était visé par le déploiement des services de sécurité visible ces derniers jours dans la ville de Constantine. Et depuis vendredi soir, le dispositif mis en place, pour parer à toute velléité terroriste, s'est considérablement renforcé à travers plusieurs points névralgiques de la grande ville de l'Est. Ceci, alors qu'une importante opération a été déclenchée par les forces combinées, menées par l'ANP, au nord-est de l'agglomération.

M. Azedine

Le film de l'attentat

Un brigadier exerçant au niveau du 12^e arrondissement de police relevant de la Sûreté de wilaya de Constantine a été assassiné par balle dans la nuit de vendredi à samedi non loin de son lieu de travail à la cité Ziadia.

L'attentat qui a ciblé le policier, alors qu'il était attablé dans un restaurant fréquenté par les fonctionnaires de police du 12^e arrondissement, ressemble par son procédé aux toutes premières attaques terroristes commises dans ce même quartier au début de la décennie noire.

En effet, c'est aux environs de 21h30 que la victime, qui



Le policier cible de l'attentat.

venait de quitter le commissariat du 12^e arrondissement, fut

surprise par l'irruption dans le restaurant de trois individus.

Selon les témoignages recueillis auprès des riverains, l'un des assaillants a braqué aussitôt une arme à feu en direction du policier qui n'eut aucune chance de réagir devant la salve de coups de feu qu'il reçut.

Les trois criminels auraient pris la fuite en direction de la cité Emir-Abdelkader (ex-Faubourg Lamy) située en contrebas de la cité Ziadia, immédiatement après leur forfait.

Selon d'autres indiscretions, l'arme de service du policier assassiné n'aurait pas été retrouvée sur les lieux du crime, ce qui laisse supposer

que les agresseurs l'auraient emportée après leur acte odieux et privilégient la thèse d'un attentat terroriste d'autant plus que la cité Ziadia constitue un accès principal à Djebel El Ouahch réputé pour être une zone de repli et de transit aux groupes terroristes.

D'ailleurs, des bribes d'informations avaient circulé ces derniers jours concernant la présence à Constantine d'un groupe terroriste affilié à l'EI dont un émir originaire de ce même quartier, ce qui aurait mis en alerte maximum les services de sécurité à travers le renforcement des barrages routiers, patrouilles et autres ratissages.

K. G.

PRÉSIDENTE DE LA HAUTE INSTANCE DE SURVEILLANCE
DES ÉLECTIONS

«Secondaire» pour l'opposition

C'est après-demain qu'expire le délai fixé aux partis pour pouvoir émettre leurs avis sur la proposition de nomination de l'ex-diplomate, ancien ministre et néanmoins ancien cadre et député du mouvement Nahda, Abdelouahab Derbal, à la tête de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une concertation initiée par la présidence de la République qui a constitué une occasion de plus pour l'opposition, celle ayant décidé de prendre part aux prochaines élections ou celle qui est en instance de décision, celle issue de la conférence de Mazafran et celle agissant en solo, de renouveler à l'unisson ou presque la véritable problématique liée à la «nature» de cette instance et donc, ses «prérogatives» quant à pouvoir superviser le processus électoral de son début jusqu'à sa fin.

Comme pour signifier que la concertation initiée par la présidence de la République sur la personne de celui qui la pilotera est secondaire. Sauf peut-être pour le RCD qui, dans sa réponse au directeur de cabinet du président de la République, et en plus de reprendre les mêmes arguments de l'opposition, a claire-

ment signifié son opposition à la proposition présidentielle de nommer Derbal à la tête de cette haute instance consacrée dans la nouvelle Constitution de février dernier.

Mohcine Belabbas a tenu, pour ce faire, à rappeler que le concerné a eu à exercer comme haut cadre de l'Etat depuis 1999 comme ministre des Relations avec le Parlement, ce qui est contraire aux dispositions de la loi portant cette Haute instance indépendante de surveillance des élections, exigeant, notamment du prétendant à ce poste, d'être issu des compétences de la société civile, sans aucune attache partisane et n'ayant pas eu à exercer une quelconque haute fonction étatique.

Ce que les autres partis ont soigneusement évité de faire à l'image du PT, du parti des Avant-gardes des libertés, du MSP ou des autres partis de la mouvance verte, Nahda et



Abdelouahab Derbal.

Islah. C'est ainsi que Louisa Hanoune a soutenu, lors d'une réunion du comité central du Parti des travailleurs, ne pas nourrir de réserves à l'égard de Derbal, mais plutôt sur la composante et les prérogatives de l'instance consacrées par la loi y afférente dans les conditions que l'on sait, sans aucune possibilité pour l'opposition d'y apporter un quelconque amendement comme d'ailleurs fut le cas pour la loi portant nouveau régime électoral.

Pour sa part, l'ancien chef de gouvernement, Ali Benflis, a exprimé dans sa réplique à Ahmed Ouyahia, toutes ses appréhensions quant à la

capacité de cette haute instance de provoquer le «véritable changement dans les pratiques de l'administration qui contrôle toute l'opération électorale». Pour le président du parti des Avant-gardes des libertés, l'urgence est dans les problèmes auxquels le pays est en butte avec un «statu quo politique généralisé et une crise économique qui menace la cohésion sociale».

Pour l'ancien secrétaire général du FLN, il aurait été mieux indiqué d'engager une «large concertation pour explorer les voies et moyens de faire face à ces problèmes».

M. K.

ÉLECTIONS
LÉGISLATIVESEnnahda
tranchera
vendredi sur sa
participation

Le conseil consultatif du parti Ennahda se réunira vendredi prochain pour trancher sur sa participation ou pas aux prochaines élections législatives, a annoncé hier le parti.

Le secrétaire général d'Ennahda qui a animé hier une conférence de presse au siège de son parti, à Alger, estime «qu'il est dans l'intérêt de l'Algérie et des Algériens à ce que les prochaines législatives soient libres et transparentes».

Mohamed Dhouibi appelle le gouvernement à ne pas toucher à ces élections «dans l'intérêt du pays» et assurer la transparence à ce rendez-vous qui constitue la dernière chance pour l'Algérie pour pouvoir entamer un nouveau processus et construire un système stable et fort.

Le système actuel, analyse le SG d'Ennahda, a prouvé son échec et la situation du pays ne peut pas supporter plus que son état actuel. Selon lui, la situation financière actuelle est la preuve de la faiblesse de ce système. Ce dernier, poursuit-il, ne peut plus acheter la paix sociale comme dans le passé en raison de la crise financière que connaît le pays.

«Beaucoup d'argent a été dépensé alors que le taux de chômage est en hausse, la croissance économique n'a pas été atteinte, la balance commerciale est déficitaire, les revenus hors hydrocarbures sont en baisse...», a indiqué M. Dhouibi. D'ailleurs, selon ce dernier, le gouvernement a décidé, à travers la nouvelle loi de finances qui introduit de nouvelles taxes, à ce que ce soit les Algériens qui paieront cette faillite financière.

Par ailleurs, Ennahda qui affiche aussi son soutien au mouvement des syndicats autonomes appelle le gouvernement à ouvrir un dialogue avec ces derniers pour arriver à un consensus.

S. A.